

Publié le 22 Janvier 2016

Le petit bout de la lorgnette

Quand le forum de Davos se penche sur l'immigration, il oublie la question fondamentale : pourquoi l'Europe ne fait plus d'enfants



Le forum économique mondial de Davos s'est ouvert ce mercredi 20 janvier, avec pour première thématique de travail les enjeux de l'immigration. A ceux-ci, les chercheurs du FMI et de l'OCDE découvrent plusieurs aspects... comme une intégration plus rapide par le travail et bénéfique pour le PIB. Le risque, cependant, à ne voir que ces aspects est réel.



Avec [Roland Hureaux](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Ce mercredi 20 janvier s'est ouverte la première journée des travaux du Forum économique mondial. Dès ce premier jour, la question de l'immigration a été abordée. Pour autant, le risque que celle-ci ne soit traitée que sous l'angle économique existe. Quel serait-il concrètement ? Quels sont les enjeux que nous risquerions de manquer ?

Roland Hureaux : Traiter la question de l'immigration en Europe sur le plan strictement démographique, c'est ce que fait depuis de lustres tout ce qui compte dans le monde : la division de la population de l'ONU, la Commission de Bruxelles, l'OCDE, la Banque mondiale etc. Les discours qu'ils tiennent est simple : la dénatalité en Europe crée un déséquilibre dans la pyramide des âges : il n'y a pas assez de jeunes. Il manquera des actifs pour payer les

retraites. Il faut donc aller les chercher ailleurs. Il faut que l'Europe se mette à "importer" des actifs en provenance de pays où la natalité est au contraire forte : certains pays musulmans surtout l'Afrique subsaharienne.

Pour ces augures qui sont en gros les mêmes qui font la pluie et le beau temps au Forum de Davos, il faudrait faire venir 30 ou 40 millions d'immigrés en Europe.

A force de le dire, on finit par le faire. C'est sans doute ce qu'a fait Angela Merkel ; cet exode de réfugiés est une aubaine pour l'Allemagne : accueillons en quelques millions, d'autant que, venant de Syrie et d'Irak pour partie, on peut penser que leur niveau d'études est meilleur que s'ils venaient du Congo.

En disant cela, on élude la question de la dénatalité en Europe : n'a-t-elle aucun remède ? Evoquer ce sujet est tabou parce qu'on finirait par parler de la politique familiale qui est la bête noire des lobbies féministes maîtres du politiquement correct international. La dénatalité européenne est considérée comme une donnée intangible. Pourtant la Russie de Poutine montre que quand un gouvernement veut remonter la natalité, il y arrive.

En disant cela, on évite surtout de poser le problème culturel. Une nation ce ne sont pas seulement des chiffres de population, des tranches d'âge etc., c'est aussi une certaine homogénéité culturelle. Sinon, on va vers une société d'apartheid probablement autoritaire ; il faudra une autorité forte pour éviter la guerre civile : on le voit en France avec la réforme constitutionnelle et l'état d'urgence qui préfigurent ce que sera l'Europe de demain.

En disant cela, surtout, on ignore délibérément la question identitaire. On tient pour rien l'angoisse qui traverse aujourd'hui l'Europe sur l'avenir de sa civilisation. Or le sentiment d'un peuple, même si on ne le juge pas légitime (je crois pour ma part qu'il l'est) doit être pris en compte. La capacité d'accueil, pas financière mais politique, de nos pays est limitée. Un petit nombre d'immigrés est facile à intégrer. Au-delà d'un certain seuil, l'intégration ne se fait pas. C'est ce qu'on voit aujourd'hui.

Avant même l'invitation d'Angela Merkel , prête à accueillir les migrants, le patronat allemand avait fait savoir son besoin de main d'œuvre et sa volonté de conserver un faible niveau de salaire. Jusqu'à présent, en dehors de l'opinion publique, des acteurs étatiques ont-ils pensé la crise des migrants autrement qu'économiquement ? Avec quels résultats ?

Je suppose que les acteurs étatiques, qui ne sont pas complètement bornés, voient la dimension sociale et culturelle de l'immigration. Et s'ils ne la voient pas, les récents événements de Paris et de Cologne devraient leur ouvrir les yeux. Mais la plupart sont coincés par la pensée unique. Poser le problème en termes culturels ou religieux est politiquement incorrect. Donc ils se réfugient dans la froideur des chiffres comme les technocrates de la globalisation que l'évoquais.

Quant au patronat allemand, il peut en effet espérer faire baisser les salaires (qui ont déjà beaucoup baissé) par l'afflux des immigrés. C'était aussi le cas du patronat français des années soixante-dix. Cela permettra à l'Allemagne de continuer à être la championne des exportations. Mais ce n'est pas le patronat qui devrait avoir le dernier mot dans ce genre d'affaires qui engage un pays en profondeur et dans toutes ses dimensions

En tous les cas les hommes politiques de l'Europe de l'Est, Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Croatie , eux, voient le problème en d'autres termes - alors que ces pays ont un problème démographique aussi grave que l'Allemagne. Il est vrai que le nihilisme autodestructeur, ils l'ont connu sous la férule soviétique. Ils ont une volonté de vivre que beaucoup à l'Ouest n'ont plus. Ne nous y trompons pas, les adeptes de l'immigration tout prix, hors de toute autre considération, sont des idéologues. L'idéologie qui est une forme de nihilisme, les pays de l'Est ils savent ce que c'est. Ils sont descendus aux enfers et en sont remontés. Nous, nous y descendons seulement. Nous sommes en retard.

Les chercheurs du FMI et de l'OCDE soulignent que le travail est une source potentielle d'intégration qui, si elle est rapide, permet plusieurs effets

positifs sur le PIB. Dans quelle mesure Est-ce qu'un tel raisonnement oublie l'impact que l'immigration peut avoir sur le pays de départ ? N'y a-t-il pas le risque de ruiner d'autres pays, pour certains futurs partenaires commerciaux potentiels ?

Il y a deux parties dans votre question. Le travail est-il intégrateur ? Sûrement plus que le chômage mais tout dépend des conditions. L'intégration - ou l'assimilation - est chose complexe : tout dépend de qui on veut intégrer et dans quel contexte , surtout tout dépend du rapport de forces : à la RATP où on a embauché beaucoup de musulmans, il ne semble pas qu'il y ait intégration : les femmes y sont de plus en plus mal vues. Comme le FMI et l'OCDE veulent pousser les mouvements migratoires, à l'instar de presque toutes les organisations internationales, il est normal qu'ils tiennent ce genre de discours un peu béat.

Mais il faut aussi penser aux pays de départ. Les humanistes ou humanitaires qui prônent l'accueil tout prix font souvent preuve d'un égoïsme absolu vis-à-vis des pays de départ et des migrants eux-mêmes. Nous nous comportons comme des femmes stériles qui iraient voler les enfants des autres. Le politiquement correct interdit de se demander pourquoi ces gens là viennent. Poser ce genre de question serait signifier qu'on ne les veut pas. Et pourtant, s'ils nous intéressent vraiment comme hommes, c'est bien le genre de question qu'il faut se poser. Ce qui nous amène à considérer les raisons de la guerre - où il y aurait beaucoup de choses à dire, notamment sur la responsabilité occidentale, les filières , les stratégies de ceux qui sont derrière ces mouvements migratoires. Je pense par exemple à la stratégie de la Turquie qui est délibérément engagée dans l'envoi des migrants en Europe. En tout cas, si Erdogan, le président turc, voulait arrêter ce flux, il le pourrait. Peut-être est-il de mèche avec Angela Merkel qui est venue le soutenir fin octobre dans sa campagne électorale ? Mais si les Allemands veulent vraiment ces migrants pourquoi les laissent-ils se faire arnaquer pour payer aux passeurs 10 000 euros pour un transport en mauvais rafiot très risqué vers une île grecque, alors qu'un vol Istanbul-Berlin coûte 170 euros ?

Il va de soi que pour le pays de départ qui sont en guerre (c'est le cas de presque tous), ce sera une catastrophe : ces pays seront, la paix revenue, à reconstruire . Des millions de logements y ont été détruits ; si la meilleure partie de leur jeunesse s'en va qui reconstruira ? D'où ma proposition : qu'on apprenne çà ces immigrés (tous ne sont pas de vrais réfugiés) les métiers du bâtiment afin qu'ils puissent, le jour venu, rentrer chez eux pour reconstruire leur pays. Ce jour-là, le bâtiment s'y portera sans doute mieux que chez nous.

Enfin, que révèle cette volonté de considérer l'ensemble des problèmes par leur prisme économique en premier lieu ? Quelle traduction de notre société faut-il y lire ?

Au premier abord, on y verra une sorte d'esprit technocratique, d'économisme un peu sec, d'ignorance des réalités sociales et culturelles. C'est peut-être le signe d'une inculture croissante de notre classe politique. Je ne crois pas par exemple que Angela Merkel soit très cultivée. Mais par-dérrière on peut y voir aussi le signe d'un malaise profond, d'une indifférence des dirigeants de l'Europe à l'avenir de la civilisation européenne. Ce qui, selon Spinoza, est la volonté fondamentale de tout ce qui compose l'univers , vouloir persévérer dans l'être, est perdu de vue, voire diabolisé comme une forme d'égoïsme, de fascisme. Signe d'une étrange maladie psychologique qui s'apparente à une forme de décadence. Il ne faut pas imaginer que cette fausse générosité abstraite nous rend populaires dans le monde. "Il faut aimer son prochain comme soi-même". Ceux qui ne s'aiment plus sont incapables d'aimer vraiment les autres Au lieu de leur dire merci, on les méprise et on les haït. D'où peut-être les incidents de Cologne. Heureusement tous les Européens ne sont pas atteints par cette maladie dégénérative, du moins j'espère.